

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/2/Add.23
13 octobre 1999

(99-4356)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

Procédures de licences d'importation applicables aux contingents
tarifaires établis dans le cadre de l'OMC pour l'avoine

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation a pour objet d'assurer une administration rationnelle du contingent tarifaire établi dans le cadre de l'OMC pour 21 000 tonnes d'avoine relevant de la position tarifaire ex 1004 00 50. La législation pertinente relative au régime de licences d'importation applicable à ce contingent tarifaire est mentionnée dans la réponse 5. En ce qui concerne les formalités à remplir pour les demandes de licences d'importation, voir la réponse 6.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir la réponse 1.

3. Le régime s'applique dans la Communauté européenne au produit mentionné à la réponse 1 en provenance de pays tiers.

4. Voir la réponse 1. Comme il est indiqué dans la réponse 1, le régime de licences s'applique au contingent tarifaire pertinent établi dans le cadre de l'OMC. La CE considère que la méthode adoptée est la plus appropriée pour administrer ce contingent tarifaire.

5. La législation pertinente pour l'administration des licences d'importation applicables à ce contingent tarifaire est la suivante:

Règlement (CE) n° 411/96 de la Commission du 6 mars 1996 (JO n° L 57).

Le régime de licences est imposé par des dispositions réglementaires. La législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le régime ne peut pas être abrogé sans l'accord du Législatif.

¹ Pour le questionnaire, voir l'annexe du document G/LIC/3.

Modalités d'application

6. Réponse aux questions 6.I à VIII et 6.XI. Les questions 6.IX et X sont sans objet.

Les renseignements concernant la répartition du contingent et les formalités de dépôt des demandes de licences sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir la réponse 5). Il n'y a pas de dérogations aux formalités de licences.

Le contingent tarifaire est annuel.

Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales et celles-ci doivent, au moment de la présentation de leur demande, prouver aux autorités compétentes des États membres qu'elles exercent une activité commerciale dans le secteur des céréales depuis au moins 12 mois et qu'elles sont immatriculées dans l'État membre où la demande est présentée.

Les importations ne sont connues que de l'autorité compétente des États membres dans lesquels la demande de licence d'importation a été présentée et de la Commission.

Le requérant ne s'adresse qu'à un seul organe administratif.

Les autorités compétentes des États membres doivent aviser la Commission, le jour de leur dépôt, de la quantité figurant dans les demandes de licences d'importation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission notifie aux États membres dans un délai de trois jours ouvrables suivant le dépôt des demandes le taux de réduction qu'ils devront appliquer, lors de la délivrance des licences, aux quantités demandées. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes dans les États membres le cinquième jour ouvrable suivant le jour de dépôt de la demande.

7. La question 7 est sans objet en l'espèce.

8. Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle ne répond pas aux critères pertinents. Les requérants peuvent faire appel devant les tribunaux des États membres conformément à la législation en vigueur dans ces États.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Voir la réponse 6. Les requérants doivent être inscrits dans un registre de la TVA et il n'est pas perçu de droit d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence d'importation

10. Un modèle de licence d'importation est reproduit à l'annexe XI de la notification générale présentée par les Communautés au titre de l'article 7:3 pour 1999 (G/LIC/N/3/EEC/2). Pour les renseignements à donner dans les demandes, voir la licence d'importation et le Règlement (CE) n° 411/96 de la Commission du 6 mars 1996 (JO n° L 57, page 12).

11. La licence d'importation.

12. Non.

13. La délivrance d'une licence d'importation est subordonnée au dépôt d'une caution afin de garantir que l'avoine importée satisfait aux critères de qualité énoncés dans la législation pertinente. La caution est restituée une fois que la preuve en a été fournie.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences d'importation sont valables à compter de la date de délivrance jusqu'à la fin du troisième mois suivant celui où la licence a été délivrée. Leur durée de validité ne peut pas être prolongée.

15. Lorsque l'avoine importée ne satisfait pas aux exigences de qualité requises, la caution n'est pas restituée. La caution n'est restituée que pour le volume d'avoine importé remplissant les conditions de qualité fixées.

16. Les licences d'importation ne sont pas cessibles.

17. Non.

Autres formalités

18. Non

19. Sans objet.
